

L'accueil d'urgence se dégèle

Le plan hiver démarre timidement. Avec presque un mois de retard !

Ils promettent aux sans-abri « une Saint-Nicolas de (c)rève ». À moins que le maire « ne réquisitionne des logements vacants comme l'y autorise la loi ». Alors que la météo annonce des températures négatives pour les prochains jours, les membres du « Collectif urgence sans abri » manifestent quotidiennement place Stanislas à Nancy pour dénoncer « l'arrêt de la prise en charge des sans-abri », la mise entre parenthèses des « maraudes du SAMU social ». Et l'inutilité du « 115 » : « On répond bien au téléphone quand une situation de détresse est signalée mais aucune solution d'hébergement n'est proposée. C'est absurde ! », regrette Philippe Leclerc, l'un des membres du collectif. Bref, ils déplorent le « gel » du plan hiver.

Ce dispositif, permettant de mobiliser des places d'hébergement d'urgence supplémentaires, aurait dû être pleinement opérationnel depuis le 1er novembre. Or, il commence à peine à se déployer. « Le retour à une situation normale ne peut se faire en 24 heures », explique Pascal Houlné, directeur de l'ARS.

Comme l'an dernier, en raison d'un afflux de réfugiés, l'Association de réinsertion sociale, en charge de l'accueil d'urgence, s'est retrouvée avec une ardoise qui mettait en péril



■ Le collectif Urgence sans abri demande au maire de réquisitionner des logements.

Photo Denis MOUSTY

son existence. Comme l'an dernier, l'association a donc fermé le point d'accueil d'urgence de la rue Gilbert, à Nancy, contraignant ses ministères de tutelle (Immigration et Logement) à mettre une nouvelle fois la main à la poche.

Le modeste dispositif hivernal, mis en place malgré tout à Nancy le 1er novembre, a très vite été saturé. À l'heure actuelle, la vingtaine de lits

mobilisés (18 au Grand Sauvois et 5 dans le CHR du boulevard d'Austrasie) sont tous occupés.

Une lueur d'espoir laisse entrevoir le dégel de la situation. On apprend mercredi que la capacité d'hébergement d'urgence de l'ARS s'est accru de 30 places, en foyer ADOMA, « mobilisables par tranche de dix en fonction des besoins », indique le directeur Pascal Houlné.

L'ARS est à présent en mesure d'offrir des nuits à l'hôtel aux sans-abri. Une quinzaine de nuitées dans un premier temps.

Pas de maraudes jusqu'au 1er décembre

Mais le printemps est encore loin : « La rallonge budgétaire qui nous a été octroyée nous permet seulement de payer les chambres pour 2010 », s'inquiète déjà le directeur. Quant aux maraudes du SAMU social, elles sont toujours en suspens. Elles devraient reprendre le 1er décembre, un recrutement serait en cours. En attendant, l'accueil de jour du 32, rue

Sainte-Anne tourne à plein régime. Environ 70 personnes - c'est deux fois plus que d'ordinaire - s'y rendent quotidiennement pour souffler un peu, boire un café ou une soupe, prendre une douche, faire une machine à laver, voir un médecin. A défaut d'y passer la nuit.

Depuis le 15 novembre, l'ARS, avec les concours d'associations caritatives (Secours catholique, Entraide protestante, Médecins du monde, Restos du cœur...) sert des repas du soir du lundi au samedi. Le dimanche, la Soupe pour les sans-abri prend le relais.

Recourir à des réquisitions de logements, comme le suggère le Collectif Urgence Sans Abri, serait une « fausse bonne idée », selon Jean-Marie Schléret, président de l'ARS. « Ce n'est pas tout d'héberger. Encore faut-il assurer un suivi et un accompagnement social ». Un de ses travailleurs sociaux encarté SUD ne partage pas le même avis : « Le suivi, ça, on sait faire. Ce sont les places qui manquent ».

Saïd LABIDI



Geneviève de Fontenay
rédactrice en chef d'un jour

« C'est scandaleux ! Comment une société peut accepter une telle misère dans la rue alors qu'en même temps, à Saint-Tropez, certains arrosent des femmes à moitié à poil avec du champagne à 10.000 € la bouteille ».